

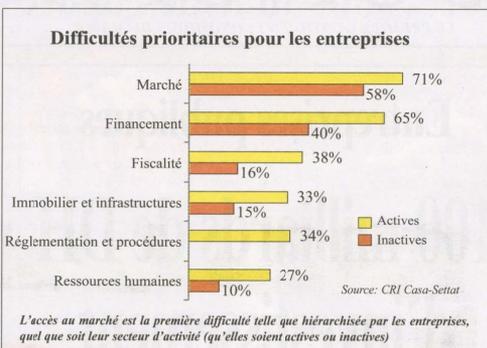
Casablanca a perdu la moitié de ses entreprises en 12 ans!

• Pour la 1re fois, une radioscopie exhaustive du tissu entrepreneurial de la métropole économique

• Plus de 9 entreprises sur 10 sont des TPE

• Délais de paiement, concurrence des grandes entreprises et accès au financement... les principales difficultés

SEULE la moitié des entreprises créées en 2003 aura survécu 12 ans plus tard! Deux ans après le lancement de l'étude post-création d'entreprise dans la région Casa-Settat (cf. édition du 17 octobre 2016), les résultats sont là pour confirmer le ressenti des milieux d'affaires. En effet, malgré une progression continue du Maroc dans les classements «Doing Business» (passant de la



L'accès au marché est la première difficulté telle que hiérarchisée par les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité (qu'elles soient actives ou inactives)

129e à la 68e place), sur le terrain, le taux de création d'entreprises régresse (8% en 2015 contre 11% en 2007). Le taux de défaillance demeure, pour sa part, élevé et l'impact socioéconomique des TPME reste limité.

Ce sont les conclusions d'une étude menée pour la 1re fois par le Centre régional d'investissement de Casablanca-Settat avec l'assistance technique de la Banque mondiale. «Il en ressort que sur près de 64.000 entreprises créées via le CRI entre 2003 et 2015, seules 51% étaient toujours actives à fin 2015», a indiqué Abdallah Chater, DG du CRI Casa-Settat, lors de la présentation des résultats de cette étude mardi 16 octobre à Casablanca. La majorité des entreprises survivantes (employant

dans les économies les plus avancées. Ainsi, le taux de survie global à 3 ans est de 61% au Canada, de 69% en Espagne, de 78% au Royaume-Uni...», souligne Fayçal Laâlej, consultant auprès du cabinet ayant mené l'étude (Capital Consulting et Claire Vision)

Quant aux principaux freins au succès des entreprises, ils se résument à trois: délais de paiement client, concurrence avec les grandes entreprises et accès au financement (voir aussi infographie). Concernant ce dernier point, les modalités de garanties exigées (niveau et caution personnelle) constituent le principal frein avec le coût du crédit. Aussi, près de 3 entreprises sur 5 déclarent ne pas souhaiter recourir à un financement bancaire.

En revanche, la préparation du projet entrepreneurial en amont constituerait un facteur-clé de succès de même que le recours, par les chefs d'entreprises, aux bonnes pratiques managériales. Ainsi, près d'une entreprise ayant cessé son activité sur 2 n'a pas bien préparé son plan d'affaires en amont contre moins d'une entreprise toujours active sur 3. Les entreprises actives sont proportionnellement 2 à 3 fois plus nombreuses que les inactives à avoir mis en place des pratiques de veille marché et concurrentielle, de fixation d'objectifs avec un plan d'action

Small Business Act

LES résultats de l'étude post-création d'entreprises ont servi de base pour établir un plan d'action conjointement avec les acteurs publics et privés. Ce dernier prévoit 3 initiatives: accompagnement des porteurs de projets et suivi post-création, activation d'un «Small Business Act» au niveau régional et création d'un «Fonds de promotion et d'investissement régional». L'objectif étant d'évoluer d'un rôle de simple guichet à un rôle de conseil et d'accompagnement. Il s'agit aussi de conseiller, orienter et tester le porteur de projet qui s'adresse au CRI en amont. Le CRI travaillera également à animer un réseau d'adhérents à travers des formations adaptées à des conditions avantageuses, du mentoring offert par des membres expérimentés ou par des associations professionnelles partenaires, ou encore, la participation à des événements thématiques avec du réseautage à la clé.

249.000 salariés) opère dans le tertiaire (80%), notamment le commerce et les activités spécialisées. De même, 93% des entreprises actives étaient des TPE (très petite entreprise), réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de DH et employant moins de 10 personnes.

Globalement, le taux de survie des entreprises en fonction de leur durée d'existence diminue significativement au cours des 5 premières années d'exercice. Ainsi, il est de 73%, 48% et 32% respectivement à 1 an, à 3 ans et 5 ans. Cela signifie que près d'une entreprise sur 4 ne démarre jamais son activité, que moins d'une entreprise sur 2 dépasse le cap des 3 ans et qu'à peine 1 entreprise sur 3 dépasse celui des 5 ans d'existence. «Ces taux de survie demeurent très inférieurs aux moyennes observées

commercial ou encore de formation continue à destination de leurs collaborateurs.

«Pour la première fois, une étude couvre les entreprises actives et inactives qui n'ont pas fait de déclarations impôts et CNSS durant 3 ans», a expliqué Chater, notant que cette radioscopie a consisté, dans une première étape, en une analyse statistique pour évaluer les taux de survie et de mortalité des entreprises, puis en une enquête terrain auprès de 1.280 unités afin d'identifier les facteurs-clés de succès mais surtout les principales difficultés notamment l'accès au financement, la non-préparation des business plans, les pratiques managériales, le manque de veille, etc. □

Aziza EL AFFAS